

Le malaise français

Le discours qu'a prononcé le premier ministre en se présentant devant l'Assemblée nationale a donné de la satisfaction aux intellectuels qui, depuis des années, dénoncent le « blocage » de notre société. Mais on s'étonne qu'un langage aussi pertinent et résolu ne débouche pas sur des réformes que le pouvoir est seul en mesure d'effectuer. « Mes moyens sont faibles », répondait le général de Gaulle à ceux qui, comme moi, eurent l'occasion, peu avant mai 1968, de l'inviter à transformer sans plus attendre une société sclérosée.

Par J.-MARIE DOMENACH

Réponse qui sentait douloureusement la IV^e... C'était celle de Robert Schuman se plaignant, dans un article resté célèbre, de n'avoir pu imposer son autorité. Est-ce donc encore celle du pouvoir ? Si c'est le cas, qu'il le dise à la nation et lui demande les moyens d'être efficace. L'intellectuel a le droit d'être impuissant. Pas le gouvernement.

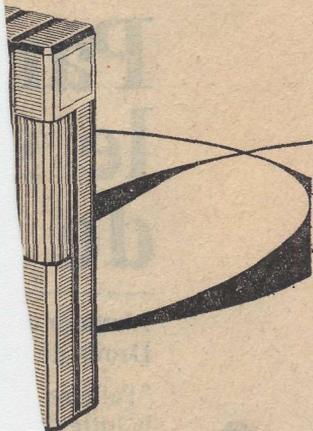
Il est vrai que la situation est difficile. Moins de dix-huit mois nous séparent de mai 1968. Notre sol tremble encore de cette explosion qu'avait contribué à préparer une longue inertie gouvernementale. Si bien des esprits ont été libérés, on dirait que le système politique français est retombé dans le lourd enchantement qui le paralyse. De nouveau le gouvernement concentre son effort sur la monnaie et veut occuper l'attention du pays avec d'abstraites opérations financières et la promesse d'éventuels redressements. Cependant, les voyageurs de banlieue cassent les vitres des wagons bondés, des commerçants partent en dissidence, des facultés et des usines se mettent en grève. Au premier mécontentement, c'est le recours aux extrêmes : violences, enlèvements, grèves de la faim, menace d'insurrection, comme si toute médiation s'avérait inutile. La majorité le prend de haut et réclame le rétablissement de l'ordre, arguant qu'elle a pour elle la légalité. Elle l'a, mais le problème est justement de savoir ce que signifie et ce que vaut aujourd'hui la légalité. La majorité actuelle est fille d'une peur passagère ; cela ne la disqualifie pas, mais elle a un effort d'autant plus grand à accomplir pour comprendre que son devoir est moins de défendre la loi

que de la restaurer, ou plutôt de l'instaurer.

*
*

On peut analyser la situation française en termes « fonctionnalistes » et désigner un à un les rouages grippés. On peut aussi l'analyser en termes de luttes de classes. Ces deux analyses sont fécondes et complémentaires. Mais si les « dysfonctions » et les conflits sociaux revêtent si vite une telle acuité, c'est pour une raison essentiellement politique, c'est parce que la substance de toute démocratie — le vouloir-vivre ensemble — se trouve atteinte. Beaucoup de nos lois sont désuètes ; beaucoup de nos pratiques sont insupportables. On pourrait y remédier. Mais que faire lorsque la loi elle-même est sans cesse mise en cause par des citoyens qui n'y aperçoivent plus ni sacré ni rationalité, et qui ne savent plus de quelle cité ils sont ?

(Lire la suite page 8 1^{re} col.)



IS

Chine, d'argent
carats

MARDI 11 NOVEMBRE COURSES A ST-CLOUD

Un beau programme varié
entoure

LE PRIX DE L'ÉLEVAGE

(Poules de femelles - handicap)
pour juments de 3 ans
et au-dessus - 2.500 mètres
100.000 F à la gagnante

Aux portes de Paris, Saint-Cloud
est desservi par de très nombreux
moyens de communication

Le malaise français

(Suite de la première page.)

Maintenant que le grand homme qui rassemblait tant bien que mal les Français aux heures de crise s'est éclipié, le problème du lien national se pose à cru. « Au nom de quoi ? Pour quoi ? » Les points d'interrogation prolifèrent. Le président de la République n'y répond pas en invitant les ménagères à se restreindre afin de pallier les conséquences d'une dévaluation dont on sait qu'avec l'appoint de la réévaluation du mark elle a rapporté 20 % de bénéfice à des spéculateurs qui, de surcroît, passent pour des patriotes lorsqu'ils rapatrient leurs devises. Il y a des scandales qui coûtent plus cher que les dépréciations monétaires parce qu'ils minent le moral d'une nation. Les financiers ont beau faire, ce n'est pas à eux qu'incombe la réponse à cette question primordiale : pourquoi se priver, pourquoi se dévouer, pourquoi accepter les contraintes et les iniquités d'un système aussi pesant et aussi injuste ?

La loi n'est pas ce qu'imaginent la plupart de ceux qui sont investis de son autorité et qui la brandissent sur la tête des protestataires, révoltés, drogués et autres inciviques. La loi est, dans son principe, le contraire même de la répression. Elle est le moyen qu'ont trouvé les régimes démocratiques pour que chacun reste libre et n'obéisse à personne en obéissant à tous. Respecter la loi, ce devrait être appliquer la volonté populaire. Or il faut convenir que ceux qui prétendent faire respecter la loi commencent trop souvent par l'enfreindre. Chaque groupement professionnel dans ce pays possède une liste copieuse de promesses reniées et de ruses plus ou moins frauduleuses, dont l'administration s'est rendue coupable depuis de nombreuses années. D'où la colère et, pire que la colère, le mépris. Prenez les grands secteurs de la vie publique les uns après les autres et faites le compte des injustices, abus de confiance, manipulations de règlements et de statistiques, violations d'engagement et autres truandages dont l'Etat gratifie les « assujettis ». Voyez comme il sait jouer, dans l'enseignement, des catégories et des heures supplémentaires. Demandez-vous pourquoi il paie si misérablement le personnel hospitalier : c'est que celui-ci est dans l'incapacité morale de faire grève. L'Etat trafique de la vertu des citoyens. Qu'on ne s'étonne pas si les citoyens ne croient plus à la vertu de l'Etat.

Bien sûr, les circonstances atténuantes ne manquent pas. Les corporatismes donnent souvent la main à cette corruption de la chose publique. Ainsi des mandarins, qui ont eu plus de peur que de mal en mai 1968, assouvissent aujourd'hui leurs vengeances et contribuent à créer, dans certains secteurs de l'Univer-

sité, une situation inextricable. Les contestataires en profitent et la mêlée se poursuit hors des lignes de touche. En théorie, tout le monde a tort. En pratique, qu'il s'agisse des étudiants, des paysans, des fonctionnaires, on en revient toujours à cette question : puisque l'Etat cède aux puissants et aux riches, pourquoi les faibles et les pauvres n'emploieraient-ils pas les moyens qui réussissent aux forts et aux riches ?

* * *

La situation n'est pas dramatique, mais elle est redevenue pathogène. Elle achemine les responsables vers un choix inéluctable : ou « reprendre les choses en main », et ce sera le gouvernement conservateur et répressif dont rêve une grande partie de la majorité, ou se mettre réellement en mouvement et pas seulement dans les mots : agir, c'est-à-dire se porter sur les points sensibles de notre société et y tenter les réformes qui s'imposent sans attendre qu'elles soient arrachées dans la panique, ouvrir nos institutions de telle sorte qu'elles puissent être pénétrées par les forces de renouveau qui, présentement, n'ont le choix qu'entre l'intégration à un système qu'on déclare paralysé et la contestation négative, absurde. Mais ces actions d'urgence ne prendront leur valeur, ne seront croyables, que si l'on remonte à la source du mal : c'est, comme on l'a dit naguère, un nouveau « contrat social » qu'il faut proposer et conclure. Sinon, société bloquée, gouvernement bloqué..., puisque la gauche semble également bloquée, faudra-t-il attendre un nouveau mai qui réussisse, une coalition improvisée des furieux et des révolutionnaires, pour bousculer les systèmes, les habitudes et les caciques, et remettre la machine en marche ?

JEAN-MARIE DOMENACH.

rou
spécia
le point
impérialistes d
■ bolivie ■ v
■ usa ■
■
tous les